

Belgique



Pierre-Yves Jeholet (MR) a prononcé, vendredi à Bruxelles, son premier discours de ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont c'était la fête.

Plusieurs associations refusent que l'école formate des travailleurs

■ La Plateforme contre l'échec scolaire réagit aux premières déclarations du gouvernement.

Le Pacte d'excellence représente une réelle avancée dans la lutte contre les discriminations. Ce compromis ne doit plus être remis en cause", affirme Jean-Pierre Coenen, le président de la Plateforme de lutte contre l'échec scolaire. Cette couplure regroupe une douzaine d'associations et trois syndicats impliqués dans l'enseignement. Or, après la déclaration de politique communautaire (DPC) et les premiers propos des membres du gouvernement, la Plateforme a dit, vendredi, son inquiétude. En voici les principales raisons.

"La faute aux partis déserteurs"

"Le rôle de l'école doit être de rendre accessible à chacun le bagage de connaissances et de compétences nécessaires pour appréhender le monde et participer à sa transformation vers plus de justice, et pas d'en faire des travailleurs préformés", estime Jean-Pierre Coenen. Si la DPC n'a pas les accents progressistes souhaités, est-ce lié à la présence du MR dans le gouvernement ?

"La faute en revient aux partis déserteurs", répond-il.

Des chiffres pour dénoncer "le tri"

La DPC prévoit que des activités orientantes soient renforcées avant la fin du tronc commun, pour aider au choix d'études ultérieures. Pour le mouvement Changement pour l'Égalité, c'est clairement non! "Avant 15 ans, ce n'est pas le temps de l'orientation professionnelle, mais de mettre en place des bases solides qui devront

"L'école ne doit pas former les élèves à utiliser des outils mais à construire les leurs."

Jean-Pierre Coenen
Président de la Plateforme

permettre d'apprendre plus aisément ensuite, quel que soit le métier visé." Et de présenter des chiffres terribles pour dénoncer "le tri dont les élèves font l'objet" aujourd'hui. "En 2014, 13 349 enfants ont été orientés en 3^e professionnelle.

Deux ans plus tard, en 2017, il y en avait seulement 25% en 6^e professionnelle et 6% en alternance; 48% d'entre eux étaient sortis du circuit sans autre diplôme." Pour le collectif, pas question de poursuivre sur cette voie!

Construire un tout cohérent

Autre problème: dans sa DPC, disent les membres de la Plateforme, le gouvernement n'assume pas un vrai tronc commun polytechnique. Au mouvement Changements pour l'égalité, on relève plusieurs précisions inquiétantes, comme le souci "d'assurer une

meilleure transition entre les niveaux d'enseignement" (alors qu'il devrait s'agir de construire un enseignement qui se développe progressivement comme un tout cohérent) ou encore le projet d'écoles de devoirs "au sein ou à proximité des écoles" (alors que c'est dans les classes que la remédiation doit s'organiser). Enfin, le maintien du CEB certifiant en fin de 6^e primaire va lui aussi à l'encontre de l'esprit du tronc commun. "Pour nous, précise Roland Lahaye (CSC Enseignement), une seule épreuve certificative est indispensable: celle de fin de parcours."

Toujours en fin de 6^e, une régulation des inscriptions est en réflexion pour remplacer l'actuel décret Inscriptions. "On devrait tenir compte des réformes en cours et, en particulier, du tronc commun jusqu'à quinze ans", relate Véronique de Thier, de la Fédération des parents de l'enseignement officiel. D'où l'idée de réguler la mixité sociale au début du tronc commun.

Un déficit de 600 millions d'euros!

Enfin, une inquiétude chapeaute toutes les autres. Le nouveau ministre du Budget, Frédéric Daerden, a confirmé le chiffre: le déficit de la Fédération Wallonie-Bruxelles pourrait dépasser 600 millions d'euros en 2020. Il n'y aura pas d'équilibre en 2024. "Sans une politique de refinancement, on risque de payer très cher les politiques actuelles", prévient Jean-Pierre Coenen, en guise de conclusion.

Monique Baus

La fête francophone

Les officiels et leurs invités se sont retrouvés à Bruxelles, vendredi, pour la cérémonie officielle de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le ton était bien différent des craintes exprimées par plusieurs associations (lire ci-contre). Optimisme de mise...

Rudy Demotte (PS), le président du Parlement francophone, s'est réjoui de la volonté de la Fédération de participer plus directement au développement de la Wallonie et de Bruxelles. "Dans cet esprit, nous relèverons le défi de l'enseignement, en lui accordant les moyens qu'il requiert." Une demande, à ce propos: demander à l'Europe qu'elle missionne un collège d'experts pour évaluer l'exact effet du retour des politiques d'enseignement.

Pierre-Yves Jeholet (MR), le ministre-Président, a déclaré que "le Pacte sera mis en œuvre en le considérant comme un outil vivant, sujet à évaluation et à évolution. Un projet capable de mettre en phase l'enseignement avec le monde du travail, mais aussi avec les besoins culturels et sociaux de la société." De quoi rassurer les associations?

La ministre de tutelle, Caroline Désir (PS), s'est en tout cas voulue rassurante. "Nous avons fait un compromis mais il n'y a pas de coup de canif dans le contrat", a-t-elle affirmé.